

La caserne Vérines : architecture militaire ? haussmannienne ? patrimoniale ?

Place de la République (75010 Paris)

Pierre-Yves Cormier (d'après Sylvain Pintus)

L'actuelle caserne Vérines, sise place de la République à Paris, a été construite sur l'emplacement du laboratoire et du diaporama de Louis Daguerre (1822 à 1839). Daguerre y découvre le Daguerreotype.



La caserne Vérines actuelle ©Pierre-Yves Cormier

1854 : une caserne d'infanterie à un carrefour stratégique

En 1854, la construction de la caserne du prince Eugène débute. Elle est signée de l'architecte Degrove avec la participation du génie militaire.

La construction se termine en 1858. Cette date est inscrite sous le fronton intérieur de la caserne. Celui-ci est garni de deux anges, l'un tenant le Code civil de 1857 et l'autre tenant le code militaire de 1803. Il se situe sur fond de quatre drapeaux, de feuilles de chêne (gloire civile) et de feuilles de lauriers (gloire militaire). Au centre, figure une horloge de marque « Wagner ».



Le fronton intérieur ©Pierre-Yves Cormier

Sur la façade, au-dessus de l'entrée principale, un casque de cavalerie est sculpté. Au-dessus, deux têtes de lions agrémentés de sculptures y sont apposées. Le tout est surmonté d'un encadré "caserne de Prince Eugène". Sur le fronton, un aigle du Second Empire à la Légion d'honneur trône sur fond de drapeaux et de symboles guerrier.



L'entrée principale ©Pierre-Yves Cormier

À l'intérieur, sous le porche d'entrée, se situent deux portes : une à droite (le poste de police) et une à gauche (l'infirmerie). Au-dessus de ces portes, des sculptures de motifs guerrier et militaire y sont appliquées (shako, sabres,, glaives, casque, drapeaux).

La caserne comportait deux puits d'eau de source. Ils se situaient au milieu des voûtes des faces Est et Ouest de la caserne. Deux plaques émaillées les matérialisaient ; une de ces plaques subsiste encore aujourd'hui.

A sa construction, la caserne compte des bureaux, des ateliers, un mess (angle Nord-Est), des douches (angle Nord-Ouest), une écurie pour les chevaux d'officiers et une infirmerie au rez-de-chaussée. Elle comprend aussi 10 chambrées de 80 lits au 1er étage et 2ème étages soit 3200 soldats. Les escaliers larges et hauts permettaient de grands mouvements de troupes

baïonnettes aux canons.



La cour intérieure sous la neige ©Pierre-Yves Cormier

Au troisième étage étaient situés les magasins de matériels. Dans les combles, les soldats étendaient leur linge, il reste encore aujourd'hui des cordes à linge et les gravures de noms de soldats de 1882 à nos jours, gravés par leurs soins. Certains sont agrémentés de leur classe ou encore de portraits au fusain. D'autres soldats gravèrent un poème ou des convictions personnelles ("vive massue", "vive Dalida").

Stratégiquement placée pour répondre aux inquiétudes touchant à la sécurité et à l'ordre publics de Napoléon III et du préfet de la Seine, le baron Haussmann, elle permet, avec le recouvrement du canal Saint-Martin par le boulevard Richard-Lenoir, de rallier le quartier de cavalerie de Vincennes à cheval.

En ajoutant à ce système défensif la caserne de Nouvelle France, cette force considérable permet de maintenir l'ordre dans les quartiers ouvriers du Nord-Est parisien et de fondre sur l'Hôtel de ville, le Louvre et la cité en cas de besoin.

La population locale la surnomme déjà « la caserne du Château-d'Eau » (nom de la place et de la fontaine qui s'y trouvent à cette époque). La caserne accueille sa première unité en garnison. Il s'agit du 19^e bataillon de chasseur à pied.

1870-1871 : au centre de l'agitation

Le 8 mars 1870, Napoléon III et sa femme, la princesse Eugénie, rendent visite aux soldats de la caserne.

Le 4 septembre 1870, à la suite de la chute du Second Empire, l'aigle et les attributs

impériaux du fronton de l'avant corps sont abattus par la foule. Ils sont remplacés par des blocs de pierre. La caserne de Prince Eugène devient la caserne du Château-d'Eau. Le 114^e régiment d'infanterie de ligne s'installe dans la caserne.

Le 17 mars 1871, dans la nuit, la caserne est occupée par deux bataillons du 120^e régiment d'infanterie de ligne en préparation d'un coup d'état d'Adolphe Thiers le 18 mars 1871, après la prise des canons de la Garde Nationale.



Les destructions de la Commune (1871)

Le 18 mars 1871, le général Brunel et Maxime Lisbonne prennent la caserne avec deux bataillons de la 10^e légion de la Garde Nationale.

Le 21 mai 1871, un bataillon d'adolescents de 10 à 16 ans, « Les pupilles de la commune », est constitué et logé dans la caserne. Le 25 mai 1871, à 5 h 00 du matin, Maxime Lisbonne prend le commandement de la caserne. Ce jour même, le général Brunet est emporté par « Les pupilles de la commune », blessé à la cuisse.

Elle est le lieu d'un massacre de combattants de la commune pendant la « semaine sanglante ».

Le 4 mai 1879, suite à un arrêté préfectoral, la place change de nom. Elle sera désormais la place de la République.

En 1889, la place reçoit sa statue à l'effigie de la République.

En 1891, les blocs de pierres qui ont pris place à l'emplacement de l'aigle impérial sur le fronton de la caserne sont sculptés d'une tête Républicaine.

En 1892, le 44^e régiment d'infanterie de ligne est affecté dans la caserne.

À cette période, deux guérites sont positionnées sous la première fenêtre de chaque côté des petites portes.

En 1905, le 76^e régiment d'infanterie de ligne remplace le 44^e régiment d'infanterie de ligne.

En 1906, la caserne abrite la toute nouvelle section de cycliste de la Garde républicaine de Paris.

En 1906 et 1907, lors du 1^{er} mai, la caserne sert de commissariat de police et de Palais de justice. C'est l'ancêtre des "comparutions immédiates".

En 1907, la caserne et son terrain sont échangés par le ministre de la Guerre à la ville de Paris.

Le 19 novembre 1913, la caserne du Château-d'Eau est rebaptisée caserne Prince Eugène après décision du corps.

Avant la 1^{ère} guerre mondiale : une affectation définitive à la Garde républicaine

Entre 1913 et 1914, la caserne est "armée" de compagnies de la Garde Républicaine de Paris :

- Le 12 août 1913 (décision du 6 août 1913) : emménagement des 10^e et 11^e compagnies
- Le 1^{er} décembre 1913 (décision du 26 novembre 1913) : emménagement de la 12^e compagnie.
- Le 4 août 1914 (décision du 31 juillet 1914) : emménagement des 8^e et 9^e compagnies.



Vue intérieure en 1914

Le 2 août 1914, le [lieutenant Fontan](#), ayant pris une part active à l'arrestation de la bande à Bonnot, pose, pour la postérité, devant le mess de l'époque (angle Nord-Est de la caserne) pour marquer sa mobilisation.

Il sera le premier officier de la Garde Républicaine de Paris à mourir au combat lors de la

première guerre mondiale. La caserne est un important lieu de transit de soldats mobilisés, sûrement dû à la proximité de la gare de l'Est.

En 1918, de nombreuses vendeuses de journaux ambulantes se sédentarisent le long de la caserne.

La deuxième guerre mondiale : succession de troupes de diverses natures

En 1938/39, un abri de type Maginot est construit en sous-sol de la cour de la caserne. L'armée de l'air de la défense aérienne du territoire de la zone de défense aérienne 901 occupe le sous-sol de la caserne alors que les gardes républicains du 3^e bataillon en occupent le reste.



Le PC enterré de l'armée de l'air ©Pierre-Yves Cormier

Dans la nuit du 13 au 14 juin 1940, des éclaireurs de la Wehrmacht en side-car prennent possession de l'abri. En effet, Paris est déclarée « ville ouverte » et les gendarmes (desquels font partie les Gardes Républicains) doivent rester pour maintenir l'ordre public dans l'attente de l'arrivée des Allemands.

Lors de l'arrivée des Allemands, les gardes républicains sont tout d'abord consignés dans leurs casernes, puis réarmés et mis sous l'autorité de la préfecture de police.



Groupes électrogènes allemands ©Pierre-Yves Cormier



Portes blindées du PC enterré ©Pierre-Yves Cormier

Le 14 juin 1940, la Wehrmacht rentre dans Paris et vient immédiatement occuper la caserne. Une difficile cohabitation commence. La caserne est rebaptisée par les Allemands "caserne Heinrich Himmler". Elle abrite la musique de la Wehrmacht, la salle de répétition se situait au premier étage face à l'entrée, des « SS », un bureau de la Gestapo et un régiment de transmission dans l'abri souterrain. L'abri accueillait un centre de transmission pour toute l'Europe.

Parallèlement et dès août 1940, un réseau de renseignements rattaché au réseau de résistance "Saint-Jacques" est créé. Le [lieutenant-colonel Jean Vérines](#) y participe activement et en reprend même le commandement. Le 10 octobre 1941, le lieutenant-colonel Vérines, commande le troisième bataillon de la Garde Républicaine à Paris est arrêté dans son bureau (actuellement à l'emplacement du service général de la caserne). Son logement était situé, comme pour tous les officiers, au coin de la rue Léon Jouhaux et de la place de la République. Il est déporté en Allemagne et fusillé à Cologne le 20 octobre 1943. Une reproduction de son bureau est exposée à la salle tradition du quartier des Célestins.

En août 1943, les Allemands expulsent les derniers Gardes Républicains de la caserne. Les gardes sont relogés, en famille, dans des appartements laissés vides après la déportation de

leurs occupants juifs.

A la même période, les Allemands agrandissent l'abri souterrain sur deux étages. Ils construisent aussi une piscine au centre de la cour (actuel parterre de fleurs) afin d'accueillir les "souris grises" de l'hôtel Moderne, situé juste à côté de la caserne.

En bas des rampes d'accès au sous-sol, des rétentions d'eau s'effectuent dû à l'obturation des portes en bas des rampes avec des sacs de sable afin d'éviter toute intrusion par ces accès.

Les Allemands installent une mitrailleuse MG42 au premier étage en enfilade de l'actuelle rue Albert Thomas. Ils placent un champ de mines autour de la statue de la République afin d'empêcher toute approche. Un écriteau y stipule "Attention ! Celui qui ira plus loin sera fusillé". Cette même pancarte est aussi apposée à droite et à gauche des accès de la caserne. Une centaine de soldats y est en garnison. Des pièces d'artillerie sont aussi placées sur la place afin de stopper les assaillants.

Dans les jours qui précèdent l'insurrection, les choses s'accélèrent à partir du 15 août. Les soldats allemands harcelés par les résistants sont contraints de regagner leurs casernes. L'effectif de la caserne monte entre 200 et 500 soldats.

Le 19 août 1944, des soldats allemands sortent de la caserne afin de reprendre la mairie du X^e arrondissement prise par les FFI-FTP (Forces Françaises de l'Intérieur-Franc Tireur Partisans) mais sans résultat. Quatre soldats allemands sont tués; ils sont enterrés sur le terre-plein central de la place de la République.

Le 20 août 1944, un dénommé Valéry se porte volontaire et s'engage dans les FFI. Il s'avère que ce dénommé Valéry participant à la libération de la caserne n'est autre que le docteur Petiot, tueur en série de 63 victimes.

Le 22 août 1944, la caserne est protégée par deux chars allemands.

Le colonel Rol-Tanguy donne l'ordre d'ériger des barricades autour des accès de la place. La compagnie Saint-Just est le groupe de résistants actifs. Le 24 août 1944, le commandant Block donne l'ordre d'attaquer la caserne par le côté. Arrivée au niveau de la rue Beaurepaire, une des six automitrailleuses protégeant la caserne repère le commandant Block puis le capture en passant par la rue Léon Jouhaux.

Raymond Sassia, jeune résistant, et trois de ses camarades, attaquent l'automitrailleuse. Ils blessent deux soldats, font prisonnier un troisième et libèrent le commandant Block blessé à la jambe. Le 25 août 1944 au matin, forts de leur trouvaille de deux grenades à manche dans l'automitrailleuse capturée, ils se lancent à l'assaut du poste de police de la caserne à la grenade, les guérites explosent et la porte d'entrée est endommagée. Charles Daguet, FFI du quartier Saint Ambroise, tombe devant le porche d'entrée. Une plaque commémore ce résistant à l'entrée de la caserne.

Dans le même temps, le capitaine Lebert, parti chercher du renfort à l'hôtel de ville, revient avec 150 hommes. Des soldats allemands tentent de s'échapper de la caserne par un

souterrain menant au métro. Ce souterrain se situait au fond des caves sous l'entrée B (aujourd'hui comblé). Ils sont pris à partie par des FFI dans le métro.

Le lieutenant de vaisseau Viviers et des officiers allemands arrivent sur la place. Les allemands l'accompagnent afin que le dernier bastion de Paris rende les armes. Ils agitent un drapeau blanc et annoncent de cesser le feu au haut-parleur. Un officier allemand sort de la caserne avec un drapeau blanc et essuie des tirs de résistants qui n'ont pas compris le message. Le lieutenant de vaisseau Viviers monte dans son char et entreprend un tour de la place en agitant un drapeau tricolore en implorant le cesser le feu. Il essuie à son tour des tirs allemands des fenêtres de la caserne.

Dans le même temps, Raymond Sassia et ses trois camarades rentrent dans la caserne, les soldats allemands lèvent les bras. Les quatre compères montent dans les étages. Raymond Sassia y récupère un fusil Mauser 98K puis ressort de la caserne. Il est suivi par deux Allemands qui le poursuivent jusqu'à l'angle du boulevard Magenta et de la place. Il se réfugie dans un étage où il reçoit une grenade qui le blesse.

À ce moment-là, le caporal-chef Robert Pinhede du 501eme RCC de la deuxième DB, chef de char Stuart M-3 « Buttes de Chaumont » reçoit la réédition du commandant de la caserne qui lui remet son pistolet P08 à 19h25. Une garnison de 500 hommes se rend : ce nombre fluctue selon les récits, 200 hommes d'après un résistant et 72 hommes pour la place de la République et l'hôtel Moderne selon « Désiré » responsable FFI à 23h40, lors de son compte rendu radio à l'Hotel de ville.

A 19h30, le gardien de la paix Jean Legrand a une jambe écrasée par un véhicule de la 2ème DB pénétrant en trombe sous le porche de la caserne. Il décède des suites de l'opération liée à cette blessure le 19 décembre 1945.

Un commandant et un colonel allemands sont encore recherchés dans les sous-sols de l'hôtel Moderne le soir. Ils se sont échappés par un souterrain reliant les sous-sols de la caserne et de l'hôtel. Ce souterrain se situait dans une cave au centre du côté Est de la caserne (aujourd'hui une cave de la sellerie). Ce souterrain a été comblé lors des travaux de la caserne en 2001.

Le lendemain, le 26 août 1944, les corps grossièrement ensevelis de huit résistants sont retrouvés dans la cour de la caserne à 15 m de l'ancien bureau du lieutenant-colonel Vérines. Outre deux inconnus, il s'agit de :

- Louis Claeysen, 33 ans, gardien de la paix.
- Roger Savin, 24 ans, gardien de la paix.
- Jean Creignoux, 26 ans, membre du groupe Sébastopol du X^e arrondissement.
- Charles Lelièvre, membre du groupe Sébastopol du X^e arrondissement.
- André Collibeaux, gardien de la paix.
- Raymond Perretin, gardien de la paix.

A sa libération, la caserne reprend le nom de Prince Eugène et loge des Gardes Républicains.



Vue intérieure en 2015 (à comparer à celle de 1914) ©Pierre-Yves Cormier

Après-guerre : honneur à Jean Vérines

En 1947, lors d'une cérémonie en hommage au [lieutenant-colonel Jean Vérines](#) une plaque est fixée à l'entrée de la caserne et la caserne est baptisée « caserne Vérines », nom qu'elle porte aujourd'hui. Ce baptême est alors inscrit sur le fronton de la caserne.

En 1949, Georges Pécelet, tourne dans la salle opérationnelle et l'abri des reconstitutions d'une salle opérationnelle anglaise de la deuxième guerre mondiale pour le film "Le grand cirque" (1950) tiré de l'ouvrage de Pierre Clostermann.

En 1965, dans le film « Fantomas se déchaîne » d'André Hunbelle, Louis de Funès se fait remettre la Légion d'honneur dans la cour de la caserne Vérines.



La caserne Vérines pendant le confinement de juin 2020

©Pierre-Yves Cormier

De 1947 à 1982, la caserne comporte, entre autres, un mess (angle Nord-Ouest), un bar (côté Ouest) une imprimerie (côté Ouest), un service des matériels (côté Est).

À la fin du XXe siècle et début XXIe siècle, la caserne est restaurée. Les fondations sont renforcées et la façade est ravalée.

La caserne Vérines accueille aujourd'hui des services administratifs de la Garde Républicaine et leurs ateliers traditions, fourbisseurs, casquiers, selliers, costumier.